



## **MISSION D'EVALUATION PREELECTORALE DE EISA EN REPUBLIQUE DE GUINEE**

### **RESUME DU RAPPORT**



**Guinée Conakry, le 21 Septembre 2020**

## **INTRODUCTION**

Du 10 Juin au 21 Septembre 2020, une mission d'évaluation pré-électorale pour la Guinée Conakry, conduite par M. Mukenyi BADIBANGA, Directeur pays-EISA Somalie et Mme Marie Joelle DEDY KEI, Chargée de Programme Elections et Processus Politiques-EISA Bureau Régional Côte d'Ivoire, a eu lieu.

S'inscrivant dans le cadre de la vision de EISA d'un continent africain où la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et la participation citoyenne sont respectés dans un environnement pacifique, avec un accent particulier sur le rôle crucial que jouent les élections dans la consolidation et le maintien de la gouvernance démocratique, cette mission d'évaluation pré-électorale avait pour objet de fournir les informations de base, nécessaires à l'Union Africaine et aux Missions internationales d'Observation Electorale, afin de faciliter leurs actions et initiatives durant les élections d'octobre 2020 en Guinée Conakry.

Démarrée dans un contexte sanitaire marqué par la pandémie du Covid\_19, la mission d'évaluation pré-électorale (PAM) a dû adapter sa méthodologie de travail exclusivement présentielle, en y incluant les NTIC avec les consultations et rencontres virtuelles via les plateformes numériques Zoom, WhatsApp, Skype et Google Meet.

Ainsi du 20 Août au 21 Septembre 2020, la Mission a eu des échanges avec une quinzaine (15) d'organisations, institutions, partis politiques, leaders religieux et experts nationaux.

## **1. RESUME HISTORIQUE ET CONTEXTE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2020 EN REPUBLIQUE DE GUINEE**

Il ressort de ces échanges qu'à l'instar de certains pays de la sous-région ouest africaine tels que la Côte d'Ivoire, le Togo et le Benin, la Guinée Conakry traverse depuis 2010, une crise sociopolitique née des désaccords sur les réformes constitutionnelles entreprises et sur la gestion des processus électoraux jugée non inclusive. En effet, lorsqu'en 2010, Alpha CONDE arrive au Pouvoir, il fait naître beaucoup d'espoir au sein des populations quant à une meilleure gouvernance démocratique du Pays. Il va entamer des réformes structurelles et mettre en route des chantiers de (re)construction des infrastructures nationales. Cette politique va militer en faveur de sa réélection en 2015 avec 57,85% de suffrage dès le 1er tour.

Mais en 2019, à un (1) an de la fin du second mandat Présidentiel, Alpha CONDE lance le projet de doter la Guinée Conakry d'une nouvelle Constitution. Cette initiative fortement contestée par l'Opposition guinéenne va cependant se soldée par l'adoption, le 22 Mars 2020, d'une Constitution faisant passer la durée du mandat présidentiel de 5 à 7 ans. Cette remise « des compteurs électifs au Poste de Président de la République » à Zéro qui offre la possibilité au Président Alpha CONDE, de se représenter ; va être l'élément déclencheur de la crise sociopolitique et pré-électorale en Guinée Conakry. Les postures politiques se cristallisent et les manifestations de protestation contre ce « 3ème Mandat » sont violentes entre les militants du Rassemblement Pour la Guinée (RPG), mouvance présidentielle et ceux du Front National de Défense de la Constitution (FNDC), coalition des partis de l'opposition et forces vives de la Nation, dirigé par l'ancien Premier Ministre Celiou Dalein DIALLO, principal opposant au régime de Alpha CONDE.

## 2. CADRE JURIDIQUE REGISSANT L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2020

### 2.1. Le système électoral

La Mission a noté l'existence de textes et loi organiques qui encadrent le processus électoral en Guinée Conakry, notamment la Constitution et le Code Electoral mais elle a également noté que ces textes et lois sont contestés par une frange importante des acteurs sociopolitiques. En effet, il leur est reproché pour leur absence de consensus mais aussi le fait que ces textes et lois, ne reflètent ni ne respectent la volonté exprimée par les populations lors du référendum constitutionnel.

### 2.2. Gestion des élections

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) bien que contestée par les partis politiques de l'opposition au regard de sa composition jugée monocolore, est cependant reconnue pour la compétence et le professionnalisme de ses commissaires.

Elle déroule son chronogramme dans le temps et a proposé la date du 18 octobre pour la tenue du premier tour de l'élection présidentielle.

## 3. PRINCIPALES OBSERVATIONS DE LA PHASE PREELECTORALE

### 3.1. Enrôlement des électeurs

A ce jour, la CENI a achevé le processus de révision du fichier électoral qui se présente comme suit :



**Election Présidentielle 2020**  
Statistique Finale des électeurs dans les Ambassades et Consultats

REGION	PREFECTURE	HOMMES	FEMMES	TOTAL
AFRIQUE	COTE D'IVOIRE	16 181	3 357	19 538
AFRIQUE	EGYPT	682	1 088	1 770
AFRIQUE	GABON	2 837	667	3 504
AFRIQUE	GAMBIE	10 971	2 814	13 785
AFRIQUE	GHANA	848	299	1 147
AFRIQUE	GUINEE BISSAU	4 405	1 071	5 476
AFRIQUE	LIBERIA	2 972	933	3 905
AFRIQUE	MALI	4 877	2 129	7 006
AFRIQUE	MAROC	810	331	1 141
AFRIQUE	NIGERIA	1 775	1 263	3 038
AFRIQUE	RD CONGO	1 097	433	1 530
AFRIQUE	SIERRA LEONE	7 044	3 460	10 504
AMERIQUES	CANADA	937	680	1 617
AMERIQUES	NEW YORK	1 877	1 113	2 990
AMERIQUES	WASHINGTON	772	717	1 489
ASIE	CHINE	235	80	315
ASIE	MALAISIE	568	274	842
EUROPE	ALLEMAGNE	595	223	818
EUROPE	ANGLETERRE	462	327	789
EUROPE	BELGIQUE	1 831	1 075	2 906
EUROPE	ESPAGNE	1 939	517	2 456
EUROPE	FRANCE	2 763	979	3 742
EUROPE	PAYS-BAS	421	214	635
		<b>66 899</b>	<b>24 044</b>	<b>90 943</b>

Total électeurs au niveau de la Diaspora : 90 943 soit 66 899 hommes et 25 044 femmes

Total électeurs au niveau national : 5 319 146 soit 2 526 037 hommes et 2 793 109 femmes

Total global électeurs : 5 410 089

Total bureaux de vote au niveau national : 14 938

Au niveau de la Diaspora, la CENI ne dispose pas encore du nombre de bureaux de vote. Elle reste en attente de réponses des pays concernés relativement à la possibilité d'organiser sur leur territoire respectif, le premier tour du scrutin présidentiel dans les conditions actuelles de la pandémie du Covid\_19.

### 3.2. La société civile

La Guinée Conakry vit une crise pré-électorale qui touche et fragilise toutes les composantes sociales et religieuses. On assiste dans le pays à une sorte de « clanisation » des individus, des postions et des discours. Le dialogue politique est rompu et semble ne pas pouvoir reprendre, tant les rivalités politiques sont fortes et les positions « braquées ». Au niveau des candidatures, sur les treize (13), douze (12) dont deux (2) femmes, ont été retenues par le Conseil Constitutionnel. Les deux (2) challengers restent le Président sortant Alpha CONDE et l'ancien Premier Ministre Celiou Dalein DIALLO.

### 3.3. Participation des femmes

Au niveau des candidatures, sur les treize (13), douze (12) dont deux (2) femmes, ont été retenues par le Conseil Constitutionnel. Les deux (2) challengers restent le Président sortant Alpha CONDE et l'ancien Premier Ministre Celiou Dalein DIALLO.

## Analyse des Risques

Pour la Mission d'évaluation, l'élection du 18 Octobre 2020, risque d'être une élection à forte tension, notamment dans les zones fiefs que sont :

Régions	Localités	Niveau de risque
Conakry	Ratoma	Elevé
Kindia	Centre-ville - S/P de Linssan Dubreka - Télimélé	
Boké	Boké - Koundara - Gaoual	
Guinée Forestière	Préfectures Nzérékoré	
Moyenne Guinée	Labé - Tougué - Lelouma - Mali Koubia - Mamou - Pita - Dalaba Porédaka - Kegneko	
Dinguiraye	Dinguiraye - CR kalinko	

## RECOMMANDATIONS

La Mission recommande de ce fait :

**Au Gouvernement :** de garantir les conditions de sécurité et de transparence du Processus électoral

**Aux Acteurs politiques et sociaux :** de reprendre et de consolider le dialogue politique afin de préserver la Paix et la stabilité sociale. De s'engager résolument pour une campagne électorale et une élection pacifique

**A la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) :** d'intensifier la communication à l'endroit des populations et des acteurs politiques afin de lever les doutes et les suspicions sur son intégrité et son indépendance

**Aux Organisations de la Société Civile :** de continuer les actions de sensibilisation et de plaider en faveur d'élection inclusive et apaisée

**Aux Médias :** de jouer leur rôle d'informateurs non partisans et de contribuer à l'apaisement du climat social.

**Aux Populations :** de ne pas céder à la violence et de s'engager fermement pour une élection inclusive et apaisée.

**Aux Missions d'Observations :** de prendre toutes dispositions utiles pour garantir leur sécurité lors de la mission d'observation.

**Pour la Mission d'évaluation pré-électorale en Guinée Conakry**

Monsieur Mukenyi BADIBANGA,  
Directeur pays-EISA Somalie

Mme Marie Joelle DEDY KEI,  
Chargée de Programme Elections et Processus Politiques  
EISA Bureau Régional Côte d'Ivoire